

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 648

Artikel: Kaiseraugst : la politique a ses raisons...
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013172>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DÉMOCRATIE

Kaiseraugst: la politique a ses raisons...

Une centrale nucléaire à Kaiseraugst? La commission ad hoc du Conseil des Etats ne l'exclut donc pas, puisqu'elle vient d'admettre, à une large majorité, que la Suisse aurait besoin, pour assurer son approvisionnement énergétique, d'une nouvelle centrale nucléaire dans la première moitié des années 1990. Prise de position politique de principe qui n'a surpris personne, dans l'état actuel des rapports de forces parmi les conseillers aux Etats. Prise de position qui rejoint celle du Conseil fédéral sur la question et qui court-circuite une fois de plus gaillardement les hésitations des experts mandatés pour juger du «besoin» helvétique en matière nucléaire. La

politique a ses raisons que la science ne connaît pas.

Et en attendant le résultat des consultations «approfondies» auxquelles procéderont les commissaires d'ici au 12 novembre, on fera comme si l'opposition maintes fois affirmée de toute la région de Kaiseraugst à la construction d'une centrale n'existait pas. La politique a ses raisons que la géographie fédéraliste ne connaît pas.

Finalement on peut compter sur les commissaires pour ne pas oublier une chose: l'enjeu crucial de toute la procédure actuelle engagée à propos de Kaiseraugst est la fixation du dédommagement éventuel qu'espère le lobby atomique helvétique en cas d'annulation de l'autorisation de site accordée en bonne et due forme en 1972. La politique a ses raisons que la finance connaît.

DOCUMENT

De la propagande au conditionnement

La perspective d'une décision des Chambres fédérales à propos de Kaiseraugst va à n'en pas douter provoquer la multiplication des efforts de propagande et d'information. Alors même qu'on peut raisonnablement penser que tout ce qui devait absolument être dit a été dit. On a vu dans le précédent numéro de DP («Kaiseraugst, quitte ou double»), quels sont les styles en présence, côté opposants et côté partisans, ces derniers largement subsidiés par les collectivités publiques qui dominent les entreprises de production d'électricité, toutes engagées dans l'expansion nucléaire.

Ce qu'on sait moins, et qui mérite un rappel, c'est qu'il y a longtemps que les problèmes d'information et d'éducation posés par l'utilisation pacifique de l'atome ont été reconnus, avec leurs retombées

éventuelles sur la santé psychique des populations concernées. Ainsi, au début des années cinquante, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaissait que «l'avènement de l'ère atomique pourrait avoir des effets pathogènes dans le domaine de la santé mentale». Une commission d'étude était même mise au travail sur le thème «Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques»; cette commission rendait rapport en 1958; au fil de ce travail, les experts consultés, non contents d'admettre que «l'apparition d'une source d'énergie aux possibilités aussi immenses est de nature à susciter des réactions psychologiques profondes, dont certaines devront sans doute être considérées comme plus ou moins pathologiques», se lançaient dans une sorte de mode d'emploi psychologique de l'atome. Leurs conclusions et leurs recommandations jettent une lumière crue sur les offensives de charme menées par les pro-nucléaires et leurs officines spécialisées depuis des années.

Voyez plutôt ce que ces spécialistes mandatés par l'OMS écrivaient il y a plus de vingt ans au chapitre des «mesures positives destinées à augmenter la confiance du public»: Nous citons:

On a déjà dit qu'en utilisant la propagande pour restaurer la confiance du public, on risque fort d'aboutir à un échec. Il faut plutôt envisager le problème sous l'angle d'un processus de conditionnement. Ainsi, pendant la deuxième guerre, le cas des réfugiés a montré que les hommes acquièrent des réflexes qui sont ensuite déclenchés automatiquement par des symboles autrefois chargés d'une signification terrifiante; par exemple la vue d'un uniforme militaire suscitera parfois une terreur irrationnelle, même dans un milieu ami. On a pu modifier ce mécanisme en familiarisant prudemment et progressivement le réfugié avec les objets redoutés et en développant chez lui une compréhension affective en même temps qu'intellectuelle de la signification de ces objets. On peut appliquer cette leçon à l'implantation des usines atomiques, c'est-à-dire peser les avantages respectifs, du point de vue psychologique, de la solution qui consiste à implanter les usines atomiques dans des régions isolées, et de celle qui consisterait à familiariser le public avec l'énergie atomique en installant les usines près de lui.

L'Atomic Energy of Canada Ltd a donné un bon exemple en encourageant le public à visiter son installation de Chalk River. Cette mesure a rencontré un grand succès, ainsi qu'en témoignent les quelque 4000 visiteurs qui font chaque année le trajet d'au moins 400 km aller et retour. A ces visites s'ajoute un programme dynamique d'éducation de la population. Le secret de cette réussite semble résider dans le fait que les visites sont ouvertement encouragées et non pas seulement admises d'une manière passive, avec toutes sortes de conditions et de réserves.

Peut-être le passage du processus de fission à celui de fusion dans la technique nucléaire aura-t-il, en